

de sorte que les deux provinces industrielles contribuent 83 p. 100 des impôts en espèces acquittés dans notre pays. J'ai toujours favorisé comme principe de la Confédération, le vieux cri de guerre des Cornouaillais: "Un pour tous, tous pour un". Je crois à la fermeté de ce principe. Je n'ai jamais entendu dire avant 1939 que la province d'Ontario saignait l'Ouest; je suis sûr qu'on a tort, économiquement, historiquement et financièrement. Le temps est venu d'agir et le Gouvernement doit résoudre le problème à la prochaine conférence fédérale-provinciale. L'Ontario a besoin d'une aide efficace et immédiate pour accomplir sa tâche.

Je tiens à donner la réplique à ceux qui ont soulevé la question des secours alimentaires à la Grande-Bretagne. On propose un accroissement de notre production de vivres. Je me souviens que, durant la session de 1938, trois mois avant Munich et au printemps 1939, quand la Chambre étudiait les crédits du ministère de l'Agriculture alors que je voyais venir la guerre et lorsque la British Medical Association se réunissait à Londres, j'ai proposé que le Canada établisse des entrepôts en Grande-Bretagne pour l'emmagasinage de notre blé, de nos conserves et autres aliments. A ce moment le Canada jouissait d'une préférence sur le blé dans la mère patrie. Pourtant, les provinces des Prairies répondaient que leur industrie se fondait sur le libre échange, que le courant allait du nord au sud et non dans le sens est et ouest à destination de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Nous avons la preuve que c'est une erreur. On a démontré à la réunion de la British Medical Association que le blé dur pouvait se conserver là-bas de façon rationnelle et en bon état pendant dix ans dans des magasins et qu'il ne serait pas livré à la contrebande selon l'usage dans les ports de la côte américaine. Si l'on avait établi des magasins de blé là-bas, imaginez la différence dans la situation au printemps 1940 et 1941 durant la grande bataille de l'Atlantique, lorsque la mère patrie disposait de vivres pour une semaine ou deux au plus. Par le traité conclu avec les Etats-Unis, en 1938, nous avons abrogé la préférence britannique sur le blé et perdu par le fait même la préférence dont nous jouissions nous-mêmes. J'en fais mention pour montrer ce qu'on aurait pu faire pendant la guerre lorsque nous avions, je crois, un demi-milliard de boisseaux de blé disponibles par année, au lieu de subventionner l'abandon des emblavures.

Je doute que le Gouvernement soit allé assez loin en ce qui concerne la production des vivres. Il est bel et bien de parler de jachère d'été et d'autres choses du même genre; mais

on pourrait semer le grain maintenant et expédier l'automne prochain la récolte en Europe où la misère est si intense. Si nous nous lançons dans la production des céréales secondaires pour en nourrir les porcs, il faudra quelque temps avant que le produit soit prêt. Je crois que mon chef, l'honorable député de Neepawa (M. Bracken) avait bien raison lorsqu'il a appelé l'attention du Gouvernement sur ce point en particulier.

J'appuie ce prêt à la Grande-Bretagne parce qu'il s'inspire de principes sains, c'est-à-dire l'échange de denrées et de services sous forme d'exportations et d'importations. Cela ne ressemble pas au prêt américain en vertu duquel une dette est contractée ou de l'or garanti en échange des denrées. Pourquoi cette dette à la Grande-Bretagne a-t-elle été encourue envers notre puissant allié d'outre-frontière? Pour défendre les côtes de l'Amérique contre l'invasion, et il ne faut pas oublier que le prêt ne rapportera qu'une faible somme en espèces. Si l'on songe, en outre, que le prêt se rattache à l'accord de Bretton-Woods, dont le succès est très douteux, et dépend de certaines conditions et préférences, le Gouvernement a conclu un marché avantageux avec ce prêt de 1,250 millions. J'aimerais que le prêt des Etats-Unis à la mère patrie soit retiré. Le Canada peut lui fournir les denrées nécessaires, telles que le blé, la farine, les produits manufacturés, les conserves et le reste, et si nous augmentions notre contribution, je ne vois pas ce qui empêcherait les autres dominions c'est-à-dire l'Australie et la Nouvelle-Zélande de combler la différence pour atteindre le montant de quatre milliards, qui représentent le prêt nécessaire pour que la mère patrie se remette sur pied. Cela aiderait à acquitter la dette que l'Amérique entière doit à la mère patrie pour la protection qu'elle a assurée à nos côtes, car il est indubitable que la Grande-Bretagne a sauvégardé non seulement le littoral du Canada mais aussi celui de New-York, de Boston, et de Savannah en Georgie où les représentants à la conférence de Bretton-Woods se sont réunis aujourd'hui.

Je répète que le gouvernement des Etats-Unis a deux porte-parole, savoir, le Congrès et le président. N'oubliez pas que le Congrès américain ne constitue pas le gouvernement des Etats-Unis. Je doute que le Congrès approuve le prêt, et l'automne prochain, les circonstances ne permettront peut-être pas à la Grande-Bretagne de l'accepter.

Récemment, j'ai visité Cleveland, Buffalo et d'autres villes des Etats-Unis et je me suis rendu compte de ce que disaient quelques anciens membres de la Société Radio-Canada. Upton Close et d'autres qui pensent comme lui ont déjà été employés pendant un an